

- GUYANE -

BULLETIN TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE

**Suivi de la conjoncture
financière et bancaire**

n° 123

**1^{er} trimestre 2005
(juin 2005)**

Conjoncture financière et bancaire

Sommaire

<i>Methodologie</i>	3
<i>1. Synthèse</i>	5
<i>2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit</i>	9
<i>3. Les actifs financiers de la clientèle non financière</i>	10
<i>Les placements des ménages</i>	11
<i>La disponibilité des entreprises</i>	12
<i>4. Les passifs financiers de la clientèle non financière</i>	13
<i>4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	13
<i>L'endettement des ménages</i>	14
<i>L'endettement des entreprises</i>	15
<i>4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	16
<i>5. La position extérieure nette du système bancaire local</i>	17
<i>6. Risques sectoriels</i>	18
<i>7. Rappel des taux</i>	20
<i>7.1 Taux réglementés</i>	20
<i>7.2 Evolution des principaux taux de marché</i>	20
<i>7.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises</i>	20
<i>7.4 Taux de l'usure</i>	20
<i>8. Monnaie fiduciaire</i>	21
<i>8.1 Emission mensuelle de billets euros</i>	21
<i>8.2 Emission mensuelle de pièces euros</i>	21

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local.

La Poste et le Trésor sont assimilés à des établissements locaux.

2) L'enquête de conjoncture

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (8 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

3) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans le département.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées. Les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

4) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux puis les crédits accordés par les EC locaux et les principaux EC non installés localement.

Conjoncture financière et bancaire

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden, Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

5) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 45 000 euros de crédits (dans les DOM) par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Il est complété par les statistiques collectées mensuellement par l'IEDOM sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

Secteurs	Codes NAF 60 (nomenclature INSEE)
Primaire	01 à 05
Industrie	10 à 37
Eau/Energie	40 à 41
BTP	45
Commerce	50 à 52
Transport	60 à 63
Activités immobilières	70
Services (hors immobilier)	55, 64, 71 à 74 et 90 à 93
Services financiers	65 à 67
Education	80
Santé, action sociale	85
Administrations publiques	75, 91 et 92
Divers	00 et 95 à 99

6) Position extérieure nette

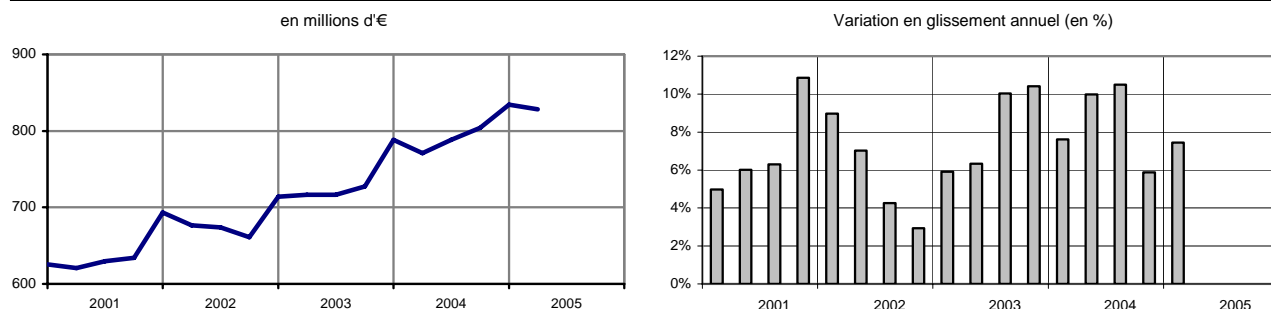
La position extérieure nette du système bancaire local résulte de la différence entre avoirs et engagements extérieurs des établissements de crédit de la place.

1. Synthèse

Les actifs financiers progressent de 6 % sur un an.

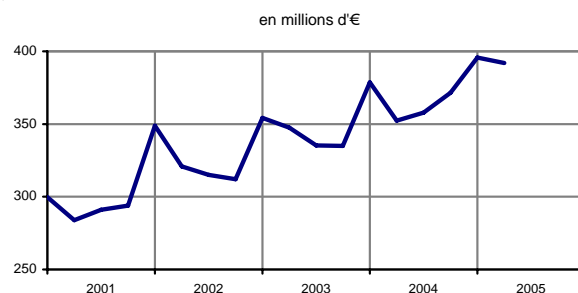
Au 31 mars 2005, l'encours global des actifs financiers recensés en Guyane (hors contrats d'assurance-vie¹) s'élève à 783,8 millions d'€ et affiche une progression de 6,0 % sur un an, soit un rythme de croissance légèrement en retrait par rapport à celui observé au 31 mars 2004 (+ 6,8 % en glissement annuel). Cette bonne orientation pourrait toutefois ralentir, le solde d'opinions des dirigeants des établissements de crédit sur la collecte des dépôts s'inscrivant en repli pour le 2^{ème} trimestre 2005.

Ensemble des actifs financiers



La meilleure performance revient aux dépôts à vue (391,9 millions d'€ soit 50 % du total des actifs hors assurances-vie) dont l'encours a augmenté de 11,2 % sur un an, soit une nette accélération par rapport au rythme observé en mars 2004 (+ 1,4 %). Cette évolution est alimentée par la croissance des dépôts à vue des sociétés non financières (+ 16,1 %), des ménages (+ 8,7 %) et des autres agents (+ 11,3 %).

Les dépôts à vue



Les placements à long terme (hors contrats d'assurance-vie) enregistrent une progression plus modérée de 3,8 % en glissement annuel et s'établissent à 136,6 millions d'€ soit 17 % du total. Les ménages, principaux détenteurs de ce type d'épargne (91 % du total), pèsent fortement sur l'évolution observée avec une croissance de 3,4 %, mais la progression de l'épargne à long terme des sociétés non financières (+ 12,9 %) contribue également à la performance globale. Cette croissance est plus particulièrement liée à la progression des plans d'épargne logement et des portefeuilles-titres (respectivement + 5,5 % et + 12,0 %), ces derniers bénéficiant de la bonne orientation des marchés financiers depuis le début de l'année.

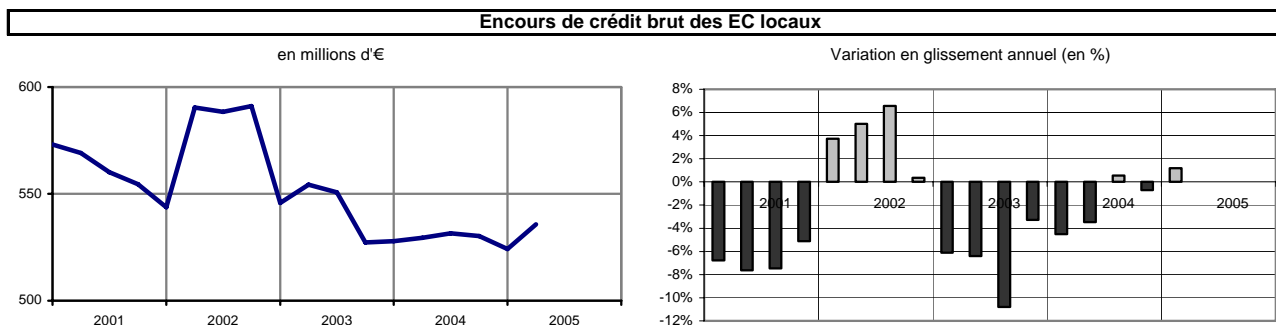
Enfin, l'encours des placements liquides ou à court terme (255,2 millions d'€ soit 33 % du total) est stable sur un an, après le ralentissement très prononcé enregistré depuis le début 2002. L'orientation des comptes d'épargne à régime spécial reste positive (+ 4,0 % contre + 9,0 % au 31 mars 2004), alors que celle des placements indexés sur les taux du marché monétaire est négative depuis la fin 2004 (- 9,1 % contre + 7,7 % un an plus tôt). Dans le détail, la moindre progression des comptes d'épargne à régime spécial touche plus particulièrement les livrets ordinaires (+ 0,3 %, contre + 12,0 % au 31 mars 2004) et les livrets A et bleu (+ 2,2 % contre + 3,7 %). En revanche, les comptes d'épargne logement bénéficient toujours d'une croissance soutenue (+ 10,7 % contre + 12,0 %). L'évolution des placements indexés sur les taux du marché monétaire provient de la dégradation de l'encours des dépôts à terme (- 5,3 %) et des OPCVM monétaires (- 11,6 %).

¹ La collecte des statistiques concernant l'encours des contrats d'assurance-vie s'est récemment enrichie de données provenant d'établissements de la place qui n'étaient pas recensés jusqu'à présent. Cet effet de base ne permet pas une analyse pertinente de l'évolution de ces produits sur la période sous revue. Pour information, l'encours des contrats d'assurance-vie recensé au 31 mars 2005 s'élève à 44,7 millions d'€

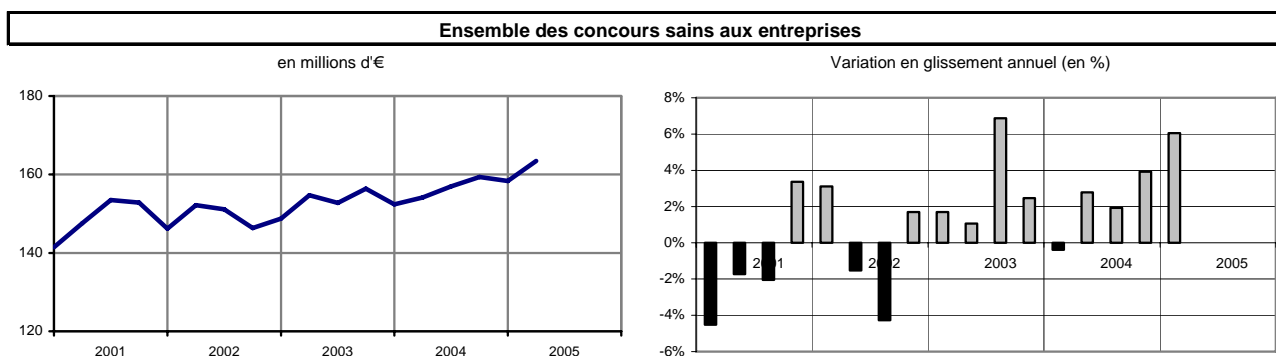
Conjoncture financière et bancaire

L'encours de crédit des établissements locaux connaît sa plus forte progression depuis septembre 2002.

Le marché du crédit affiche au 31 mars 2005 une orientation à la hausse. L'encours global de crédit atteint ainsi 1 326,7 millions d'€, en progression de 5,0 % sur un an contre - 0,5 % au 31 mars 2004. L'encours sain progresse plus vivement (+ 7,5 % en glissement annuel), alors que les créances douteuses brutes enregistrent un repli de 11,9 % sur un an. Les entreprises, avec un total de 744 millions d'€ sont les principales bénéficiaires des concours octroyés dans le département (56 % du total). L'encours des collectivités locales a fortement progressé sur un an (+ 14,4%) et atteint 186,9 millions d'€. L'essentiel de cet encours est constitué de crédits à l'équipement (85 %), en hausse de 17,2 %.



Au 31 mars 2005, l'encours global de crédit consenti par les établissements locaux s'établit à 535,7 millions d'€. Ce montant s'inscrit en hausse pour la première fois depuis septembre 2002 (+ 1,2 % en glissement annuel contre - 4,5 % en mars 2004), hormis la très faible croissance observée en septembre 2004 (+ 0,6 %). L'encours de crédit sain progresse très fortement (+ 7,2 %), soit sa meilleure performance depuis juin 2000.



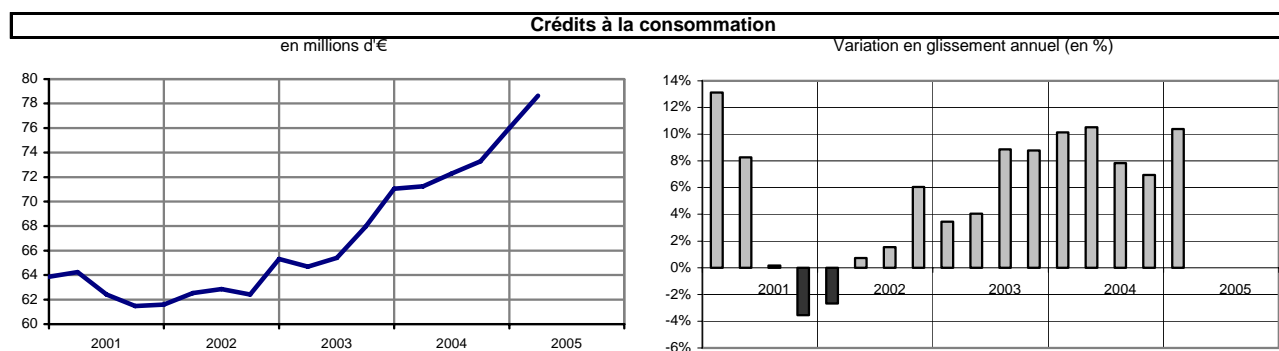
Les entreprises sont les principaux débiteurs des établissements de crédit locaux (51 % du total). Leur encours total se replie de 3,4 % à 273,4 millions d'€ mais leur encours sain progresse de 6 % à 163,4 millions d'€. Ces concours sont constitués à hauteur de 83,5 millions d'€ de crédits d'investissement (90 % de crédits à l'équipement et 10 % de crédit-bail) et pour 45 millions d'€ de crédits d'exploitation (dont 54 % de comptes ordinaires débiteurs, en hausse de 35,6 % sur un an). Le poids des créances douteuses brutes dans l'ensemble des concours aux entreprises s'inscrit en baisse de 5,7 points à 41,8 %. Les soldes d'opinions des dirigeants des établissements bancaires sur la production de crédits aux entreprises au 2^{ème} trimestre laissent présager une orientation négative pour les crédits à l'équipement mais positive pour les crédits d'exploitation.

L'endettement des ménages progresse également à un rythme soutenu (+ 4,8 % pour l'encours total et + 6,2 % pour l'encours sain) et atteint 250,5 millions d'€ soit 47 % du total des concours distribués par les établissements de crédit de la place. La croissance des crédits à l'habitat, principale composante de l'endettement des ménages (66 % de l'encours sain), continue de ralentir (+ 4,3 %, contre + 9,3 % en mars 2004). En revanche, les crédits à la consommation enregistrent un nouvel essor par rapport à la fin 2004 (+ 10,4 %). Enfin, le taux de créances douteuses brutes s'établit à 6,0 %, en baisse de 1,2 point sur un an.

Cette dynamique du marché des particuliers devrait se poursuivre au 2^{ème} trimestre 2005, selon les dirigeants des établissements bancaires interrogés. D'après le solde d'opinions sur l'évolution des crédits à l'habitat, la

Conjoncture financière et bancaire

production devrait repartir de l'avant, après le tassement observé en début d'année, de même que celle concernant les crédits à la consommation.



Par ailleurs, le système bancaire local continue de dégager une capacité de financement confortable : les ressources des agents économiques demeurent supérieures aux emplois de plus de 300 millions d'€. Toutefois, cette capacité de financement tend à se stabiliser depuis un an grâce au développement des concours en faveur de la clientèle des particuliers.

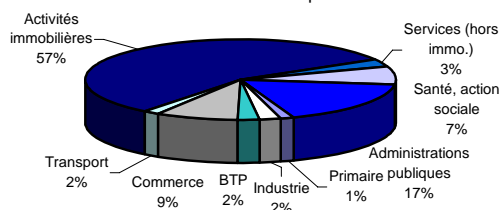
Les risques en faveur des entreprises recensés au SCR progressent de 3,9 % sur un an.

Au 31 mars 2005, l'encours des crédits aux entreprises recensé par le Service central des risques (SCR) de la Banque de France atteignait 1 109 millions d'€ en hausse de 3,9 % en glissement annuel et de 0,8 % par rapport à décembre 2004. Avec une part de 57 %, les activités immobilières dominent largement les autres secteurs d'activité. Les risques en faveur des administrations publiques, essentiellement les collectivités locales, représentent 17 % du total, suivies par le secteur du commerce (9 %) et celui de la santé (7 %).

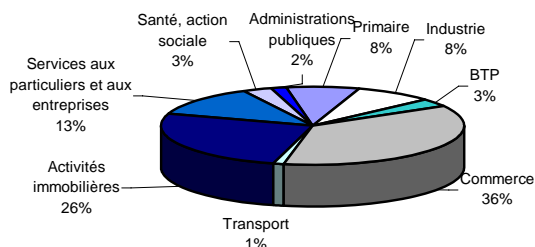
Sur un an, le total des risques a évolué de façon contrastée selon les secteurs d'activité. Les plus fortes progressions reviennent aux secteurs de la santé (+ 30,2 %), des administrations publiques (+ 9,7 %) et des transports (+ 6,5 %). A l'inverse, le total des risques portés sur l'industrie baisse de 15,5 %, de même que celui sur le BTP (- 4,9 %), le commerce (- 2,0 %) et le secteur primaire (- 1,6 %).

Répartition des risques par secteur au 31/03/2005

Source : SCR de la Banque de France



Répartition des encours douteux par secteur au 31/03/2005



S'agissant des créances douteuses déclarées sur la clientèle des entreprises, leur structure diffère sensiblement de celle des risques du SCR. Ainsi, la part des activités immobilières, des administrations publiques et du secteur de la santé est nettement plus faible (respectivement 26 %, 7 % et 3 %, contre 57 %, 17 % et 7 % au SCR). En revanche, le poids du secteur commercial (36 %), du secteur industriel (8 %) et du primaire (8 %) est sensiblement plus élevé que dans le SCR (respectivement 9 %, 2 % et 1 %). Cette surreprésentation du secteur commercial se retrouve également dans la répartition des incidents de paiement sur effet au 1^{er} trimestre (58 %), aux côtés du secteur du BTP (34 %).

Conjoncture financière et bancaire

Le coût du crédit aux entreprises se stabilise, la hausse à court terme étant compensée par la poursuite de la baisse à moyen ou long terme.

D'après l'enquête sur les conditions débitrices, réalisée par l'IEDOM aux mois de janvier et février 2005, le taux moyen pondéré global des crédits octroyés aux entreprises s'établit à 6,87 %, en baisse de 0,17 point sur un an et quasiment stable sur six mois.

Le taux moyen pondéré des crédits à court terme s'établit à 8,47 %, en hausse de 0,22 point sur un an alors que le taux des crédits à moyen ou long terme (5,39 %) se contracte de 0,66 point par rapport aux conditions constatées en février 2004.

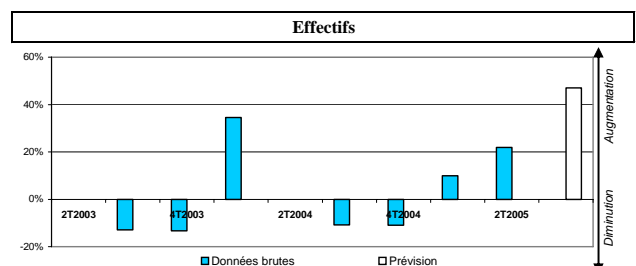
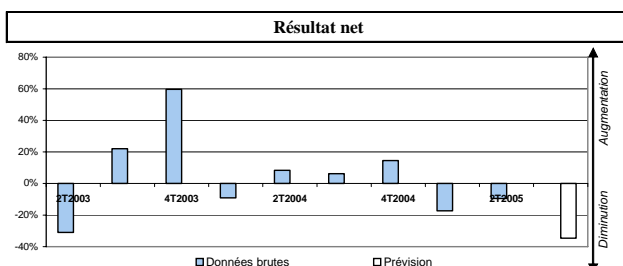
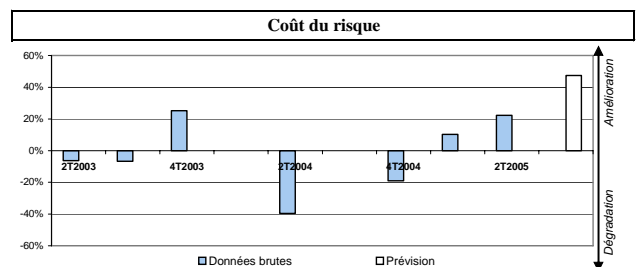
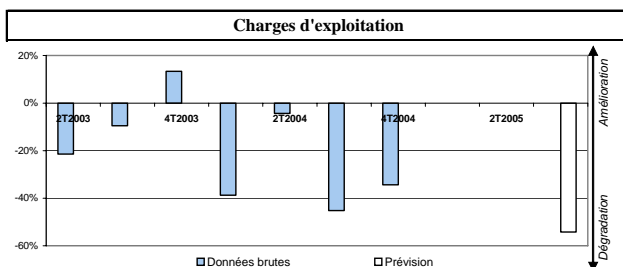
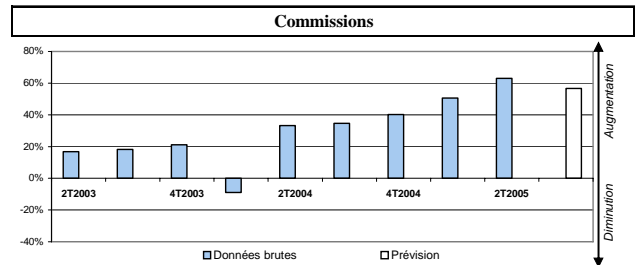
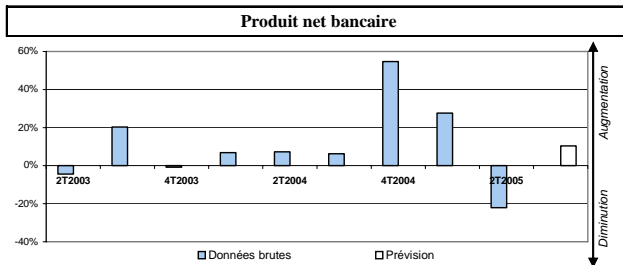
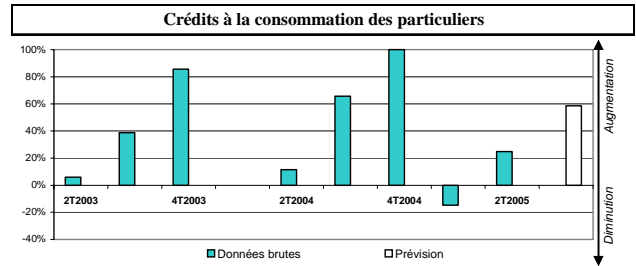
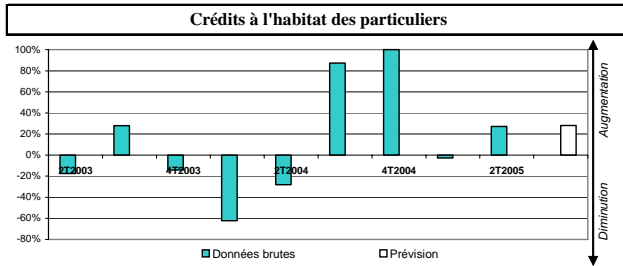
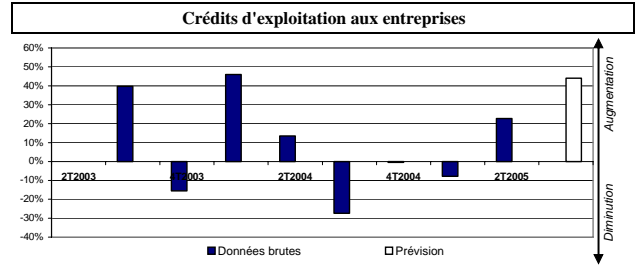
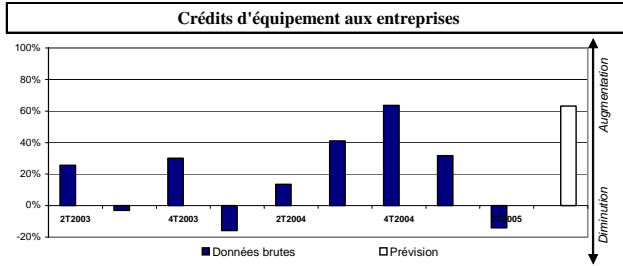
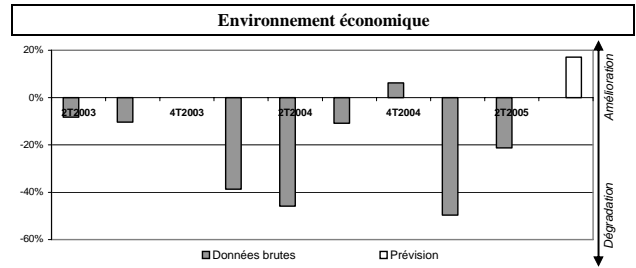
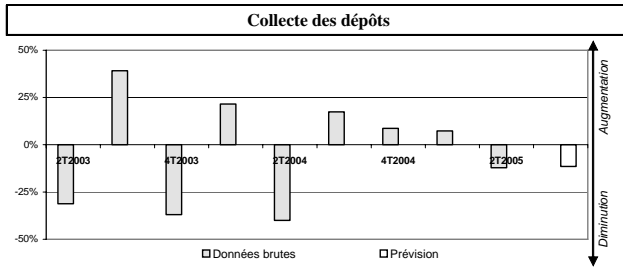
Les résultats bancaires sont mitigés.

Malgré une activité commerciale favorable sur le marché des particuliers et une opinion positive sur le commissionnement, la position des dirigeants des établissements bancaires est plutôt pessimiste sur l'évolution de leur produit net bancaire au 2^{ème} trimestre (ce qui pourrait s'expliquer par une contraction prévisible des marges brutes). Les charges d'exploitation semblent bien maîtrisées depuis le début de l'année, de même que les risques. Néanmoins, le solde d'opinion sur le résultat net ne parvient pas à repasser en territoire positif.

Dans un environnement économique jugé plus porteur, les prévisions pour le 3^{ème} trimestre font état d'une progression de l'activité, que ce soit sur le marché des particuliers ou celui des entreprises, et d'une amélioration des risques. L'incidence sur le résultat reste toutefois aléatoire en raison d'un alourdissement des charges d'exploitation.

2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit

Soldes d'opinions des dirigeants



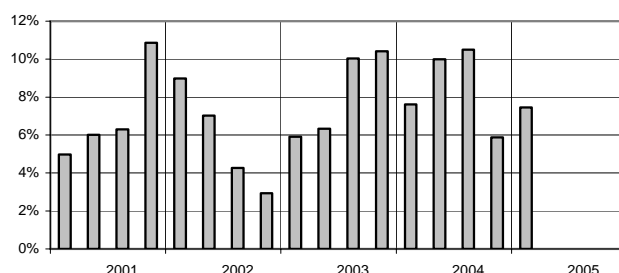
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions									Variations	
	03-2000	03-2001	03-2002	03-2003	03-2004	06-2004	09-2004	12-2004	03-2005	1 an	1 trim.
Sociétés non financières	127,7	116,0	134,0	132,6	160,2	162,1	169,7	189,2	177,8	10,9%	-6,0%
Dépôts à vue	86,5	78,2	95,8	99,0	115,5	112,1	121,3	140,0	134,2	16,1%	-4,2%
Placements liquides ou à court terme	36,3	33,6	35,0	30,5	34,0	35,5	32,5	34,9	31,5	-7,3%	-9,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	31,6%	26,3%
Placements indexés sur les taux de marché	36,2	33,4	34,7	30,3	33,6	35,2	32,2	34,6	31,1	-7,7%	-10,2%
(dt) comptes à terme	13,0	16,6	22,2	21,9	20,0	19,8	19,7	19,9	18,6	-7,0%	-6,5%
(dt) OPCVM monétaires	8,4	9,0	6,3	5,8	11,5	11,7	9,5	13,1	11,9	3,1%	-9,4%
(dt) certificats de dépôt	14,1	7,6	6,2	2,6	2,0	3,6	3,0	1,5	0,5	-73,6%	-65,0%
Epargne à long terme	5,0	4,1	3,2	3,0	10,7	14,5	15,9	14,2	12,1	12,9%	-14,9%
(dt) OPCVM non monétaires	4,6	3,8	2,7	2,6	10,4	14,2	14,6	13,9	11,6	12,1%	-16,3%
Ménages	451,7	494,3	532,2	569,8	593,4	611,0	612,0	629,7	633,7	6,8%	0,6%
Dépôts à vue	169,2	200,7	218,3	239,7	224,8	234,7	232,6	243,5	244,3	8,7%	0,3%
Placements liquides ou à court terme	155,3	165,5	183,4	199,4	216,7	216,6	218,0	218,4	220,2	1,6%	0,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	128,1	141,1	148,4	160,4	174,9	176,2	174,5	179,0	181,5	3,8%	1,4%
Livrets ordinaires	35,6	43,9	39,6	40,8	45,7	44,8	45,3	45,2	45,5	-0,4%	0,7%
Livrets A et bleu	66,9	69,5	77,0	83,9	87,0	87,7	85,4	88,1	88,9	2,2%	0,9%
Livrets jeune	5,3	5,6	6,0	0,3	0,7	0,9	0,9	1,0	1,4	82,0%	31,2%
Livrets d'épargne populaire	8,1	9,3	10,3	11,0	13,5	14,5	14,5	15,1	15,1	11,6%	-0,1%
CODEVI	3,5	4,0	4,6	5,2	6,4	6,4	6,3	6,6	6,8	6,7%	3,1%
Compte d'épargne logement	13,8	14,3	16,6	19,2	21,5	21,9	22,1	23,0	23,8	10,7%	3,6%
Placements indexés sur les taux de marché	27,2	24,4	35,0	39,0	41,9	40,4	43,5	39,4	38,7	-7,5%	-1,6%
(dt) OPCVM monétaires	3,0	3,7	7,9	9,2	14,3	12,2	14,8	12,3	12,7	-11,6%	2,6%
(dt) Comptes créditeurs à terme	23,2	19,4	26,9	29,5	27,4	28,1	28,6	26,9	25,9	-5,3%	-3,5%
Epargne à long terme	127,3	128,1	130,5	130,7	151,9	159,7	161,3	167,8	169,2	11,4%	0,8%
Plans d'épargne logement	59,4	63,7	68,4	74,5	84,0	84,0	84,0	86,4	88,6	5,5%	2,6%
Plans d'épargne populaire	13,7	12,0	11,9	11,5	10,9	10,6	10,6	10,4	10,3	-5,5%	-1,1%
Autres comptes d'épargne	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,3	-9,7%	41,1%
Portefeuille-titre	9,7	7,3	6,8	5,9	6,9	6,8	5,8	7,1	7,7	12,5%	8,9%
OPCVM non-monétaires	20,8	20,0	18,9	14,2	18,3	19,2	18,0	19,7	17,6	-4,2%	-11,0%
Contrats d'assurance-vie	23,7	24,9	24,3	24,3	31,5	38,9	42,8	43,9	44,7	41,9%	1,7%
Autres agents	11,8	10,4	10,3	14,1	17,4	15,1	22,2	15,6	17,0	-2,2%	9,0%
Dépôts à vue	7,8	4,9	6,9	8,7	12,1	11,0	17,5	12,1	13,5	11,3%	11,7%
Placements liquides ou à court terme	3,9	5,2	3,3	5,3	4,8	3,9	4,6	3,4	3,5	-27,7%	3,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,4	0,4	0,2	0,3	0,4	0,6	0,6	0,6	0,6	58,8%	0,7%
Placements indexés sur les taux de marché	3,5	4,8	3,1	5,0	4,4	3,3	4,0	2,8	2,9	-34,9%	3,9%
Epargne à long terme	0,1	0,3	0,1	0,1	0,4	0,2	0,1	0,1	0,0	-98,8%	-96,3%
Total actifs financiers	591,3	620,7	676,5	716,5	771,0	788,2	803,9	834,5	828,4	7,4%	-0,7%
Dépôts à vue	263,4	283,9	321,0	347,4	352,4	357,9	371,5	395,6	391,9	11,2%	-0,9%
Placements liquides ou à court terme	195,5	204,3	221,7	235,3	255,5	255,9	255,1	256,7	255,2	-0,1%	-0,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	128,6	141,7	148,8	161,0	175,6	177,0	175,5	180,0	182,5	4,0%	1,4%
Placements indexés sur les taux de marché	66,9	62,6	72,8	74,3	80,0	78,9	79,6	76,7	72,7	-9,1%	-5,3%
Epargne à long terme	132,4	132,5	133,8	133,8	163,1	174,4	177,3	182,2	181,3	11,2%	-0,5%

Ensemble des actifs financiers

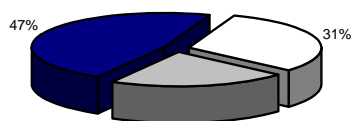
en millions d'€

Variation en glissement annuel (en %)



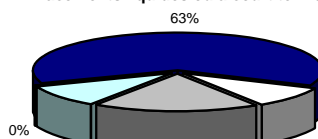
Structure des actifs financiers par nature

Actifs financiers



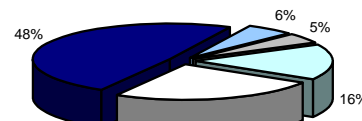
■ Dépôts à vue
■ Placements liquides ou à court terme
■ Epargne à long terme

Placements liquides ou à court terme



■ Comptes sur livrets
■ Comptes d'épargne logement
■ Dépôts à terme
■ OPCVM monétaires
■ Autres

Epargne à long terme

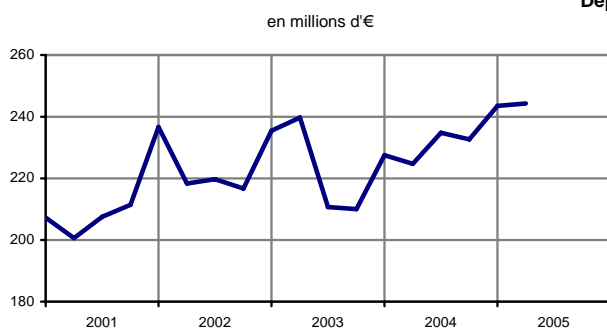


■ Plans d'épargne-logement
■ Plans d'épargne populaire
■ Portefeuille titres (actions et obligations)
■ OPCVM titres (non monétaires)
■ Autres actifs (essentiellement assurance vie)

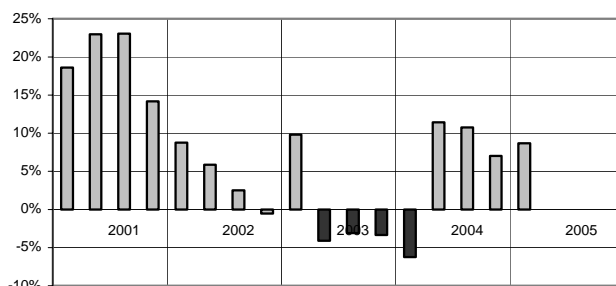
Conjoncture financière et bancaire

Les placements des ménages

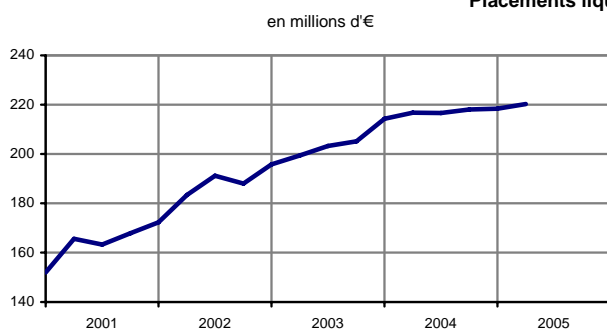
Dépôts à vue



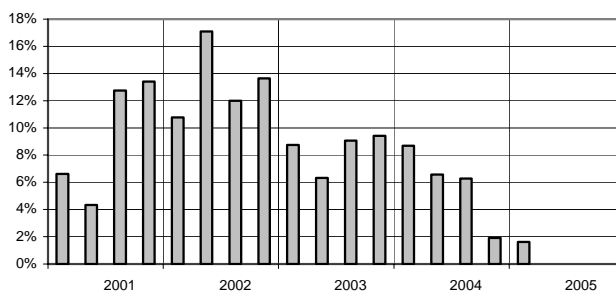
Variation en glissement annuel (en %)



Placements liquides ou à court terme



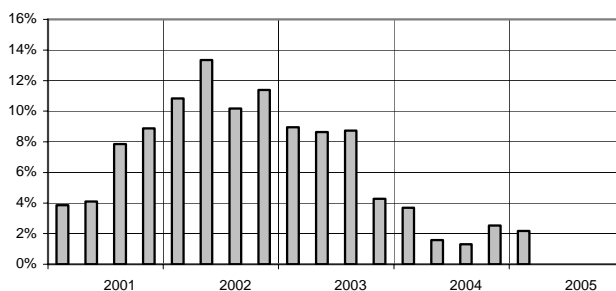
Variation en glissement annuel (en %)



Livrets A et bleu



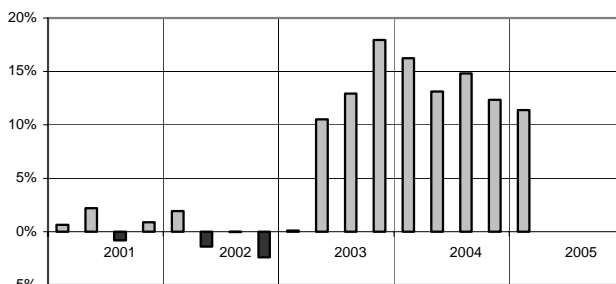
Variation en glissement annuel (en %)



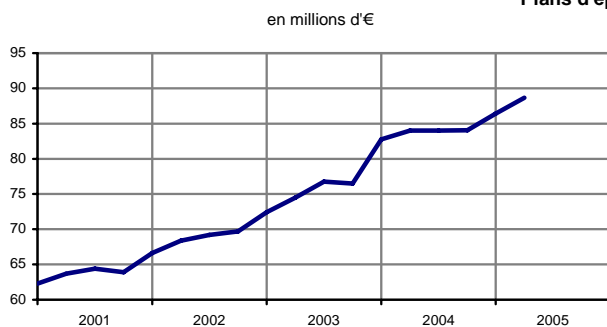
Épargne à long terme



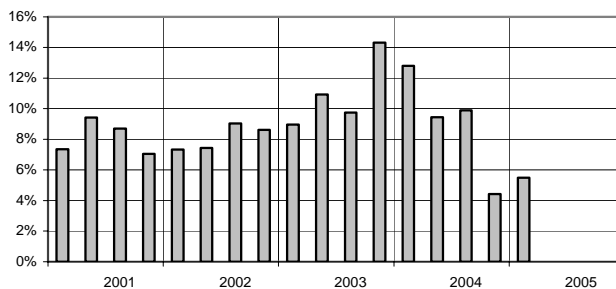
Variation en glissement annuel (en %)



Plans d'épargne logement



Variation en glissement annuel (en %)



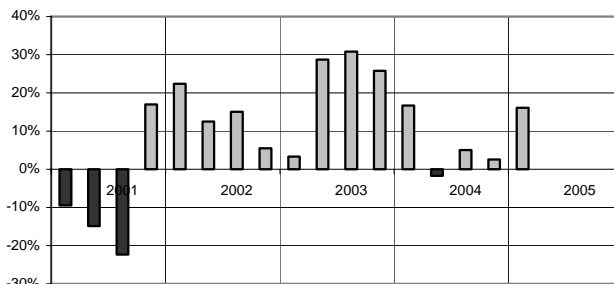
Conjoncture financière et bancaire

Les disponibilités des entreprises

Dépôts à vue



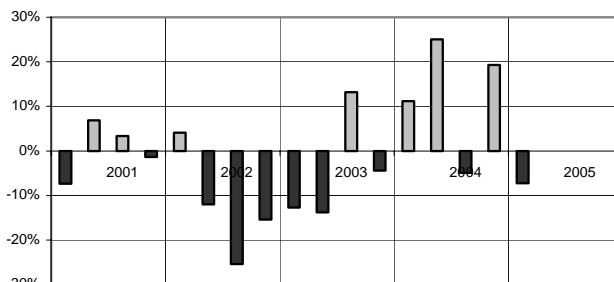
Variation en glissement annuel (en %)



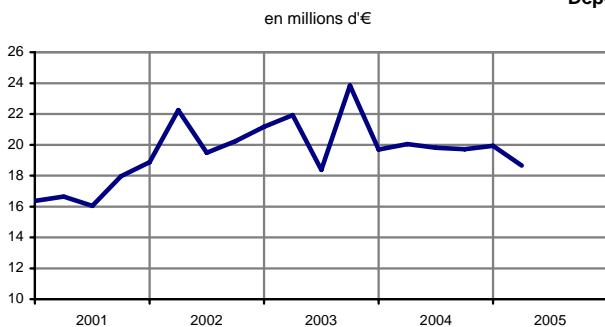
Placements liquides ou à court terme



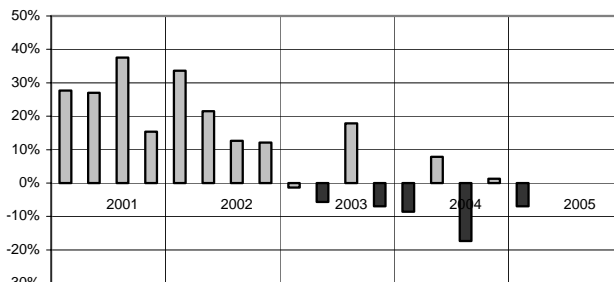
Variation en glissement annuel (en %)



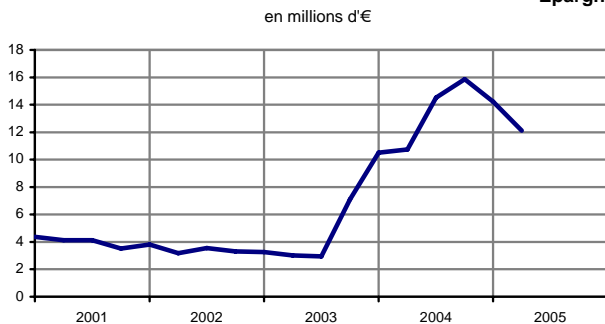
Dépôts à terme



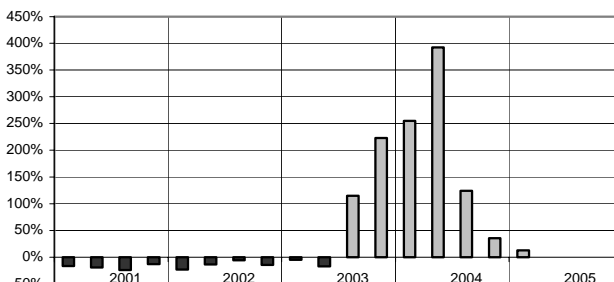
Variation en glissement annuel (en %)



Epargne à long terme



Variation en glissement annuel (en %)



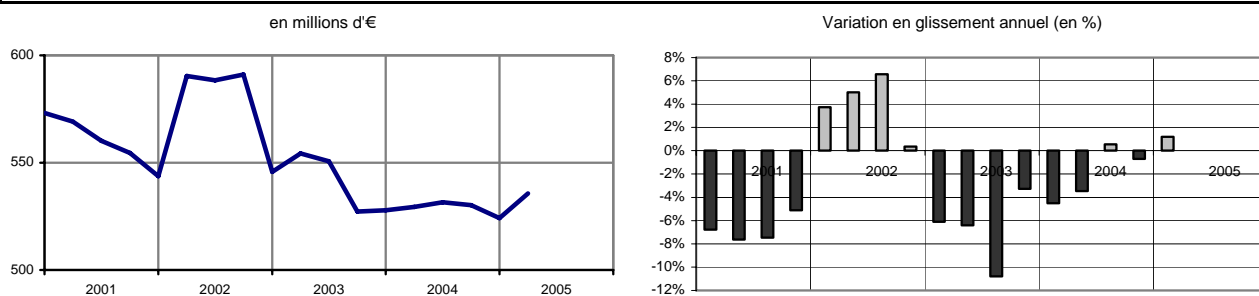
Conjoncture financière et bancaire

4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

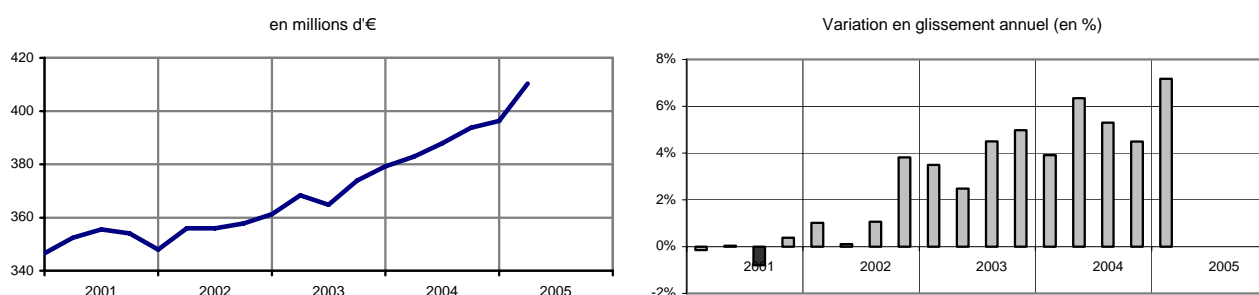
4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

	Montants en millions d'€										Variations	
	mars-00	mars-01	mars-02	mars-03	mars-04	juin-04	sept-04	déc-04	mars-05	1 an	1 trim.	
Entreprises												
Crédits d'exploitation	40,5	34,8	38,9	44,3	39,8	44,5	46,1	44,0	45,0	13,0%	2,2%	
Créances commerciales	4,7	5,7	5,7	5,7	5,3	5,4	6,3	6,8	4,8	-10,5%	-29,9%	
Crédits de trésorerie	17,8	13,5	17,2	18,5	16,4	17,0	16,6	18,3	15,7	-4,2%	-14,4%	
Comptes ordinaires débiteurs	18,0	15,6	15,9	20,1	18,0	22,0	23,2	18,8	24,5	35,6%	30,0%	
Affacturation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	
Crédits d'investissement	83,6	85,7	86,4	83,6	83,6	84,2	84,3	83,0	83,5	-0,2%	0,5%	
Crédits à l'équipement	83,6	85,7	85,5	80,0	77,1	76,9	76,6	75,1	75,5	-2,1%	0,6%	
Crédit-bail	0,0	0,0	0,9	3,6	6,5	7,3	7,7	7,9	7,9	22,8%	0,2%	
Crédits à l'habitat	16,9	12,9	11,5	11,9	18,5	17,5	18,3	19,3	21,5	16,3%	11,2%	
Autres crédits	13,6	14,1	15,4	14,9	12,3	10,8	10,6	12,0	13,5	10,1%	13,1%	
Encours sain	154,5	147,5	152,1	154,7	154,1	157,0	159,4	158,3	163,4	6,0%	3,2%	
Créances douteuses brutes	226,0	192,6	203,9	154,8	129,0	125,9	120,8	114,4	110,0	-14,8%	-3,8%	
Encours total	380,6	340,1	356,0	309,5	283,2	282,9	280,2	272,7	273,4	-3,4%	0,3%	
Taux de créances douteuses	59,4%	56,6%	64,0%	53,1%	47,5%	46,1%	44,5%	43,2%	41,8%	-5,7	-1,4	
Ménages												
Crédits à la consommation	56,8	64,2	62,5	64,7	71,2	72,3	73,3	76,0	78,6	10,4%	3,5%	
Crédits de trésorerie	52,7	57,8	56,4	58,2	65,8	66,9	67,0	70,0	71,8	9,1%	2,6%	
Comptes ordinaires débiteurs	4,1	6,4	6,0	5,9	4,6	4,5	5,2	4,9	5,7	22,5%	16,7%	
Crédit-bail	0,0	0,0	0,1	0,6	0,8	0,8	1,0	1,1	1,2	50,2%	3,7%	
Crédits à l'habitat	126,5	126,7	129,4	135,9	148,6	151,2	153,7	154,1	155,0	4,3%	0,5%	
Autres crédits	0,1	0,1	1,4	1,2	2,0	2,2	2,0	1,9	1,8	-7,8%	-4,8%	
Encours sain	183,4	191,0	193,4	201,8	221,8	225,7	229,0	232,1	235,5	6,2%	1,5%	
Créances douteuses brutes	31,3	23,7	30,1	21,3	17,2	17,5	15,4	13,2	15,0	-12,6%	14,2%	
Encours total	214,7	214,8	223,4	223,1	239,0	243,2	244,3	245,2	250,5	4,8%	2,1%	
Taux de créances douteuses	14,6%	11,0%	13,5%	9,5%	7,2%	7,2%	6,3%	5,4%	6,0%	-1,2	0,6	
Collectivités locales												
Crédits d'exploitation	0,6	0,1	0,5	0,5	0,6	0,2	0,2	0,2	0,2	-66,3%	-9,8%	
Crédits de trésorerie	0,6	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-65,1%	0,0%	
Comptes ordinaires débiteurs	0,0	0,1	0,5	0,4	0,5	0,1	0,1	0,2	0,2	-66,7%	-12,7%	
Crédits à l'équipement	5,9	5,2	3,9	3,8	2,5	2,2	1,1	0,6	0,5	-81,6%	-24,7%	
Autres crédits	0,0	0,5	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-10,1%	-2,2%	
Encours sain	6,6	5,8	4,7	4,4	3,2	2,5	1,4	0,9	0,8	-76,5%	-18,9%	
Créances douteuses brutes	0,0	0,4	0,4	ns	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	15,3%	7,8%	
Encours total	6,6	6,2	5,1	ns	3,5	2,8	1,7	1,3	1,1	-68,6%	-12,0%	
Taux de créances douteuses	0,0%	5,7%	8,5%	ns	8,6%	10,9%	18,5%	25,9%	31,8%	23,1	5,8	
Autres agents												
Encours sain	8,4	8,0	5,7	7,5	3,7	2,7	4,0	4,9	10,6	188,9%	115,3%	
Créances douteuses brutes	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	
Encours total	8,7	8,1	5,7	7,5	3,7	2,7	4,0	4,9	10,6	188,9%	115,3%	
Taux de créances douteuses	2,8%	1,4%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-	-	
TOTAL												
Encours sain	352,9	352,4	355,9	368,4	382,8	387,9	393,7	396,3	410,3	7,2%	3,5%	
Créances douteuses brutes	257,6	216,8	234,4	185,9	146,6	143,7	136,5	127,9	125,4	-14,4%	-1,9%	
Encours total	610,5	569,1	590,3	554,3	529,4	531,6	530,2	524,1	535,7	1,2%	2,2%	
Taux de créances douteuses	42,2%	38,1%	39,7%	33,5%	27,7%	27,0%	25,7%	24,4%	23,4%	-4,3	-1,0	
Taux de provisionnement	83,2%	82,8%	86,1%	80,5%	79,9%	80,0%	81,0%	81,2%	82,6%	2,7	1,4	

Encours de crédit brut des EC locaux



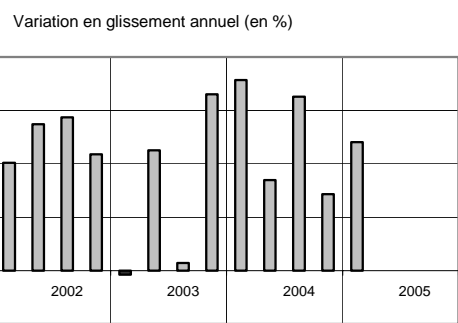
Encours de crédit sain des EC locaux



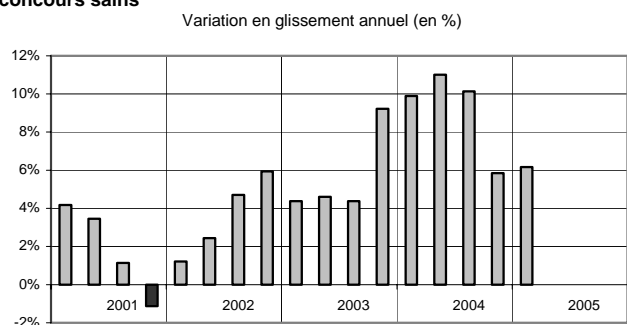
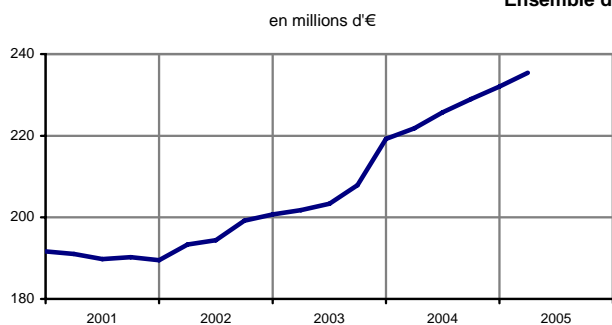
Conjoncture financière et bancaire

L'endettement des ménages

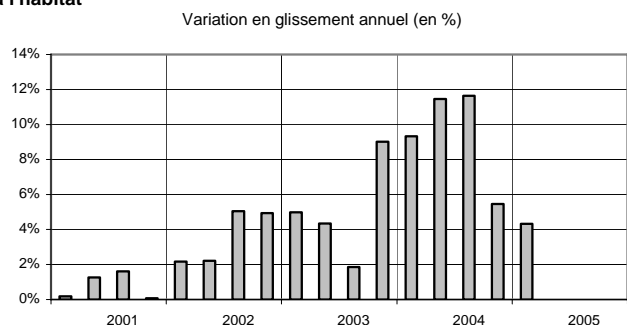
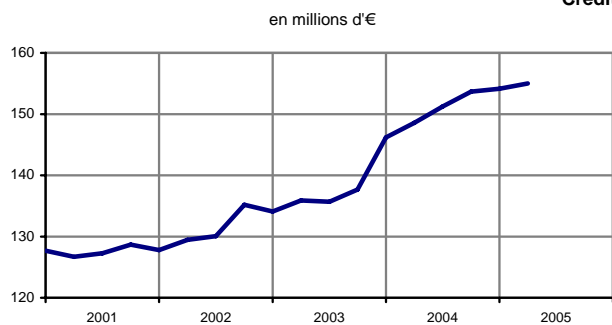
Ensemble des concours



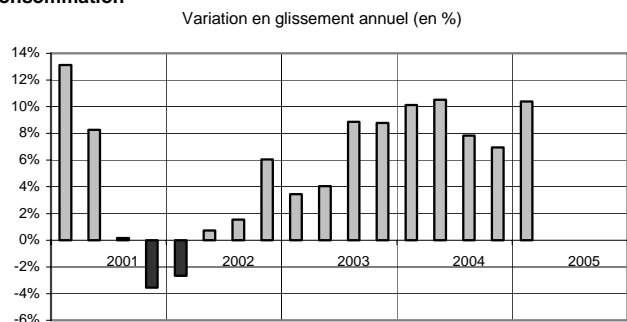
Ensemble des concours sains



Crédits à l'habitat



Crédits à la consommation



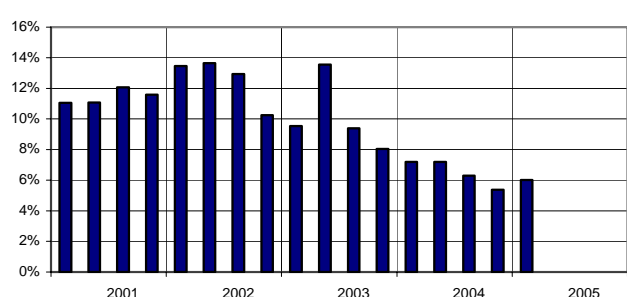
Créances douteuses brutes

en millions d'€



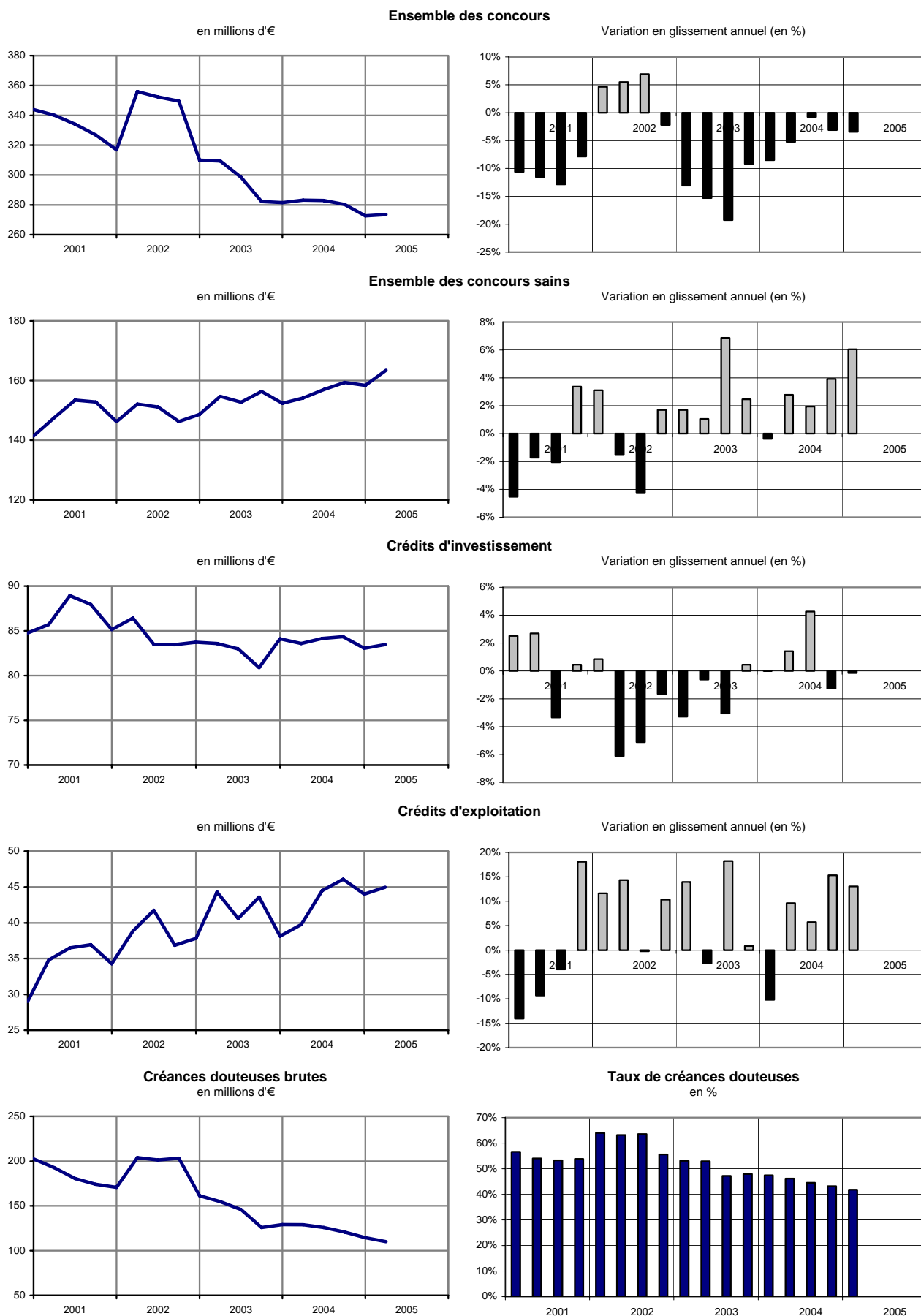
Taux de créances douteuses

en %



Conjoncture financière et bancaire

L'endettement des entreprises



Conjoncture financière et bancaire

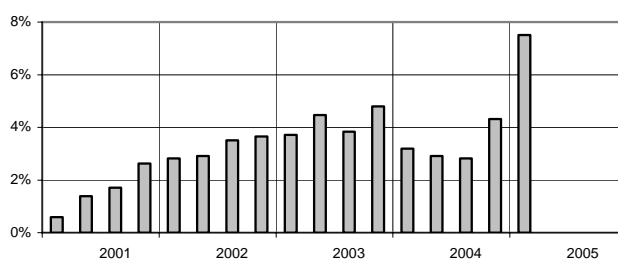
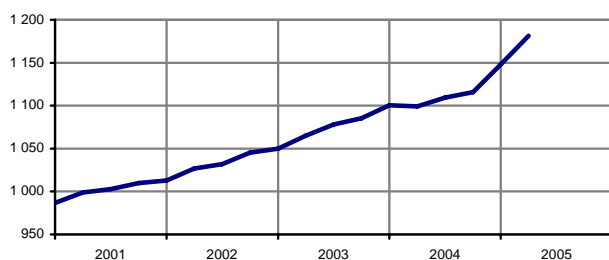
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'€									Variations	
	mars-00	mars-01	mars-02	mars-03	mars-04	juin-04	sept-04	déc-04	mars-05	1 an	1 trim.
Entreprises											
Crédits d'exploitation	40,5	34,8	39,3	44,3	39,8	45,4	46,5	44,6	45,0	13,2%	0,9%
Créances commerciales	4,7	5,7	5,7	5,7	5,3	5,4	6,3	6,8	4,8	-10,5%	-29,9%
Crédits de trésorerie	17,8	13,6	17,6	18,5	16,4	18,0	17,0	19,0	15,8	-3,8%	-16,9%
Comptes ordinaires débiteurs	18,0	15,6	15,9	20,1	18,0	22,0	23,2	18,8	24,5	35,6%	30,0%
Affacturage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Crédits d'investissement	86,9	89,3	92,3	89,4	87,1	84,6	84,8	83,5	84,0	-3,6%	0,5%
Crédits à l'équipement	86,9	89,3	91,4	85,8	80,6	77,4	77,1	75,6	76,0	-5,7%	0,6%
Crédit-bail	0,0	0,0	0,9	3,6	6,5	7,3	7,7	7,9	7,9	22,8%	0,2%
Crédits à l'habitat	386,1	385,9	413,9	456,2	470,6	469,1	473,0	480,5	489,1	3,9%	1,8%
Autres crédits	18,7	18,3	19,1	17,9	14,8	13,2	13,0	14,1	15,7	5,6%	11,1%
Encours sain	532,3	528,2	564,5	607,8	612,3	612,3	617,3	622,8	633,7	3,5%	1,8%
Créances douteuses brutes	233,7	199,8	177,3	145,3	118,7	116,9	118,9	114,6	110,3	-7,1%	-3,8%
Encours total	766,0	728,1	741,8	753,0	731,0	729,3	736,2	737,4	744,0	1,8%	0,9%
Taux de créances douteuses	30,5%	27,4%	24,8%	19,7%	16,4%	16,2%	16,3%	15,7%	15,0%	-1,5	-0,7
Ménages											
Crédits à la consommation	66,1	74,4	73,9	76,0	82,6	83,8	85,1	87,6	90,1	9,1%	2,8%
Crédits de trésorerie	62,1	68,0	67,7	69,5	77,2	78,4	78,8	81,6	83,2	7,8%	2,0%
Comptes ordinaires débiteurs	4,1	6,4	6,0	5,9	4,6	4,5	5,2	4,9	5,7	22,5%	16,7%
Crédit-bail	0,0	0,0	0,1	0,6	0,8	0,8	1,0	1,1	1,2	50,2%	3,7%
Crédits à l'habitat	190,5	188,1	192,6	195,2	208,3	210,1	212,9	205,7	205,2	-1,5%	-0,2%
Autres crédits	0,1	0,1	2,0	1,6	2,3	2,5	2,5	2,4	2,2	-3,1%	-7,0%
Encours sain	256,7	262,6	268,6	272,8	293,2	296,4	300,5	295,7	297,6	1,5%	0,6%
Créances douteuses brutes	39,4	34,1	65,4	51,9	43,8	43,7	37,7	32,7	34,7	-20,7%	6,3%
Encours total	296,2	296,7	334,0	324,7	337,1	340,1	338,2	328,4	332,3	-1,4%	1,2%
Taux de créances douteuses	13,3%	11,5%	19,6%	16,0%	13,0%	12,9%	11,1%	10,0%	10,5%	-2,5	0,5
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	0,6	0,1	0,5	0,5	0,6	0,2	0,2	0,2	0,2	-66,3%	-9,8%
Crédits de trésorerie	0,6	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-65,1%	0,0%
Comptes ordinaires débiteurs	0,0	0,1	0,5	0,4	0,5	0,1	0,1	0,2	0,2	-66,7%	-12,7%
Crédits à l'équipement	148,0	153,1	141,5	132,4	135,2	136,5	134,0	147,1	158,5	17,2%	7,7%
Autres crédits	26,4	28,0	27,2	29,0	25,1	25,0	24,5	22,8	27,9	11,0%	22,4%
Encours sain	175,0	181,2	169,2	161,9	161,0	161,7	158,7	170,2	186,6	15,9%	9,7%
Créances douteuses brutes	0,4	3,2	11,7	8,5	2,4	1,0	0,8	0,2	0,2	-89,7%	3,1%
Encours total	175,5	184,4	180,9	170,4	163,3	162,7	159,5	170,4	186,9	14,4%	9,7%
Taux de créances douteuses	0,3%	1,7%	6,5%	5,0%	1,4%	0,6%	0,5%	0,1%	0,1%	-1,3	0,0
Autres agents											
Encours sain	28,8	26,6	24,5	22,5	32,4	39,1	39,5	59,1	63,5	95,8%	7,4%
Créances douteuses brutes	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Encours total	29,0	26,7	24,5	22,5	32,4	39,1	39,5	59,1	63,5	95,8%	7,4%
Taux de créances douteuses	0,8%	0,4%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0	0,0
TOTAL											
Encours sain	992,8	998,6	1 026,8	1 064,9	1 098,9	1 109,5	1 115,9	1 147,7	1 181,4	7,5%	2,9%
Créances douteuses brutes	273,9	237,2	254,4	205,7	164,9	161,7	157,5	147,6	145,3	-11,9%	-1,5%
Encours total	1 266,7	1 235,8	1 281,2	1 270,6	1 263,8	1 271,2	1 273,4	1 295,3	1 326,7	5,0%	2,4%
Taux de créances douteuses	21,6%	19,2%	19,9%	16,2%	13,0%	12,7%	12,4%	11,4%	11,0%	-2,1	-0,4
Taux de provisionnement	78,3%	75,7%	79,4%	73,0%	71,0%	71,1%	70,3%	70,4%	71,3%	0,2	0,9

Encours de crédit sain total

en millions d'€

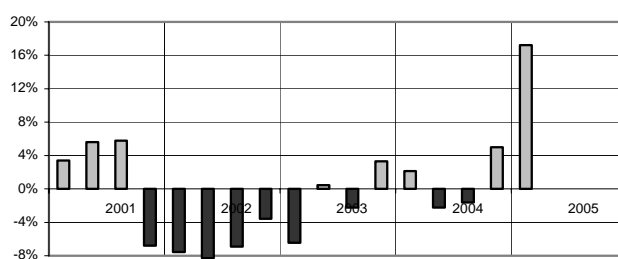
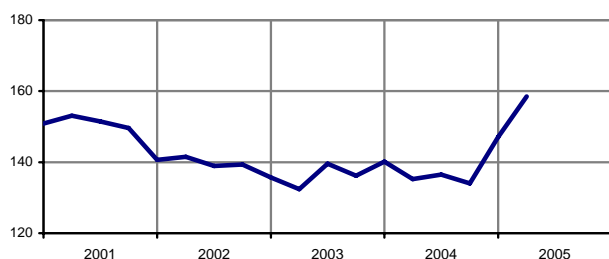
Variation en glissement annuel (en %)



Encours de crédit d'équipement aux collectivités locales

en millions d'€

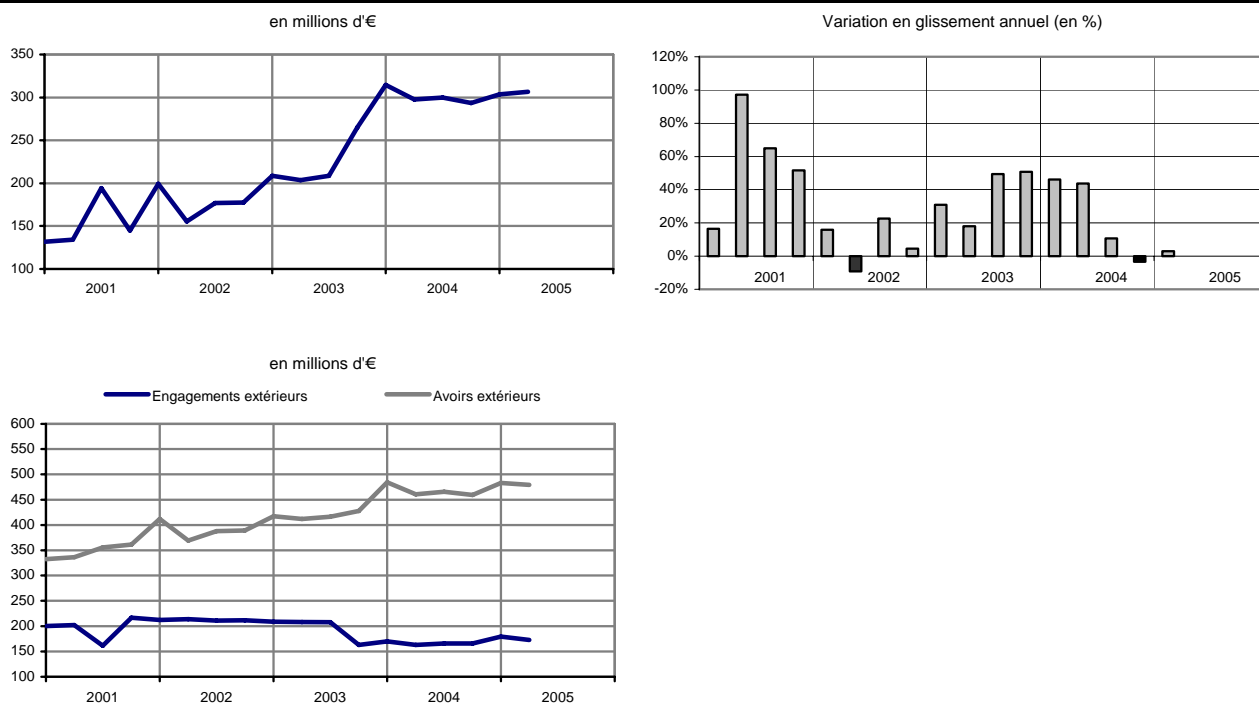
Variation en glissement annuel (en %)



5. La position extérieure nette du système bancaire local

	Montants en millions d'€									Variations	
	mars-00	mars-01	mars-02	mars-03	mars-04	juin-04	sept-04	déc-04	mars-05	1 an	1 trim.
Avoirs extérieurs des établissements de crédit locaux (A)	314,9	336,2	369,2	411,7	460,6	465,7	459,2	483,0	479,2	4,0%	-0,8%
Engagements extérieurs des établissements de crédit locaux (B)	199,7	202,1	213,7	208,0	163,0	165,7	165,8	179,4	172,8	6,0%	-3,6%
Position extérieure nette du système bancaire local (A) - (B)	115,2	134,2	155,5	203,6	297,6	300,0	293,4	303,7	306,4	3,0%	0,9%

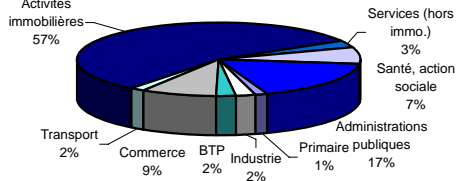
Position extérieure nette



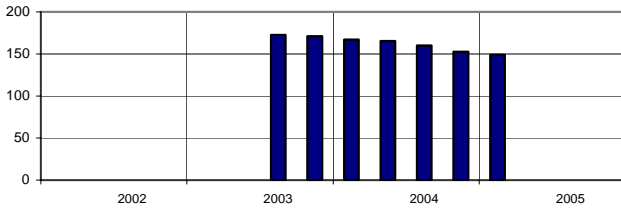
6. Risques sectoriels

Répartition des risques par secteur au 31/03/2005

Source : SCR de la Banque de France

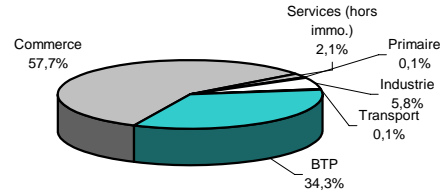


Evolution des encours douteux en millions d'€

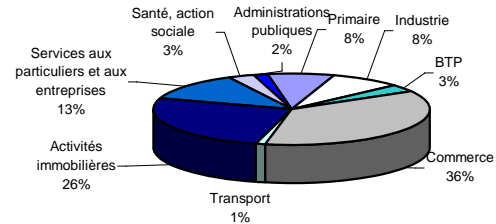


Répartition par secteur des incidents de paiement sur effets en valeur au 1er trimestre 2005

Source : FIBEN

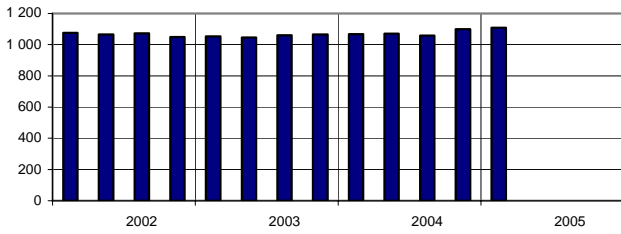


Répartition des encours douteux par secteur au 31/03/2005

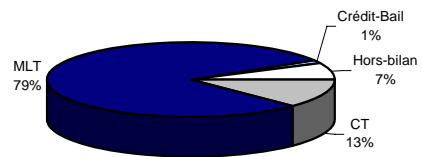


Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France

en millions d'€

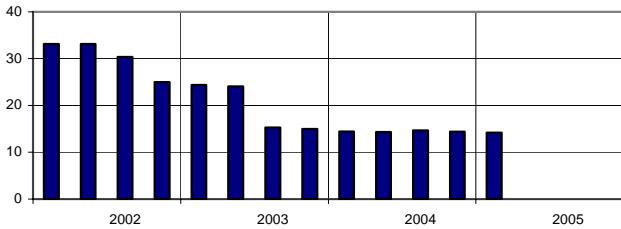


Structure en %

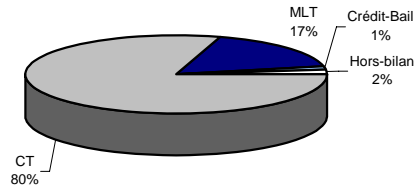


Secteur primaire

en millions d'€

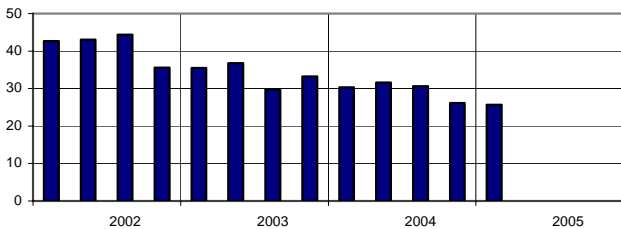


Structure en %

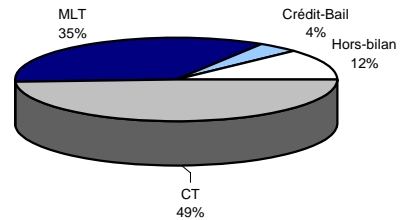


Industrie

en millions d'€

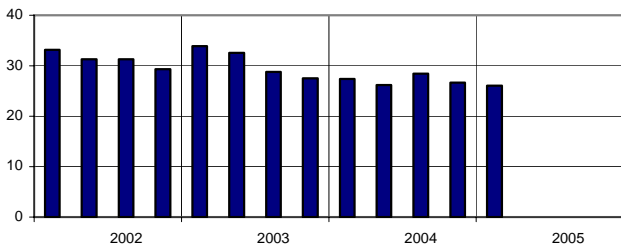


Structure en %

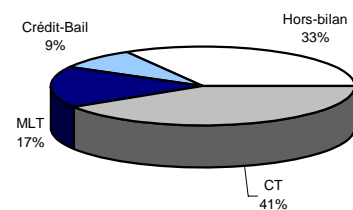


Construction

en millions d'€



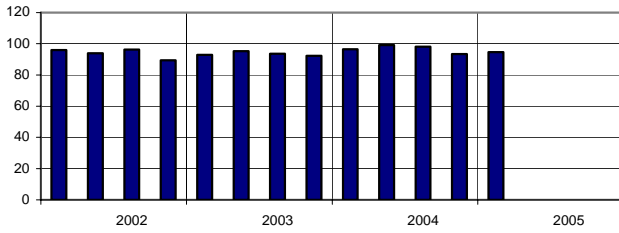
Structure en %



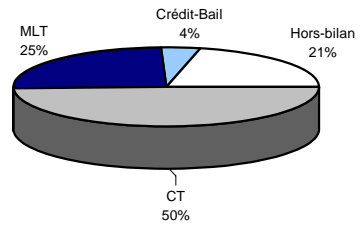
Conjoncture financière et bancaire

Commerce

en millions d'€

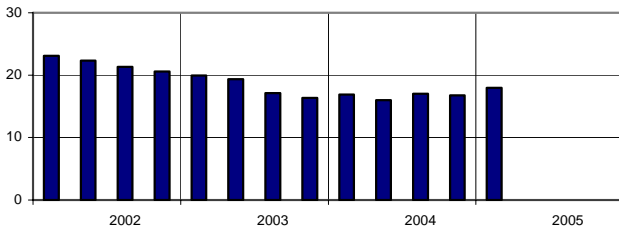


Structure en %

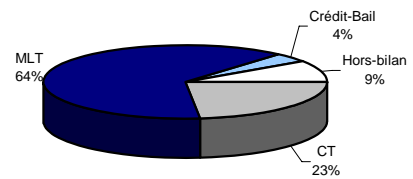


Transport

en millions d'€

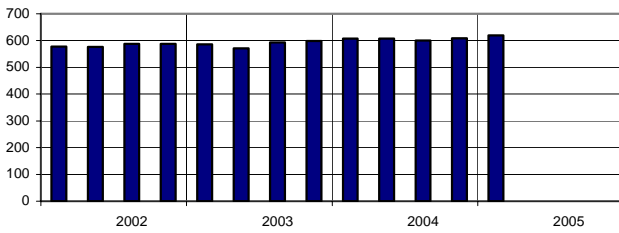


Structure en %

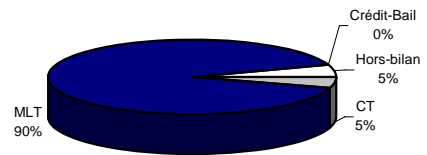


Activités immobilières

en millions d'€

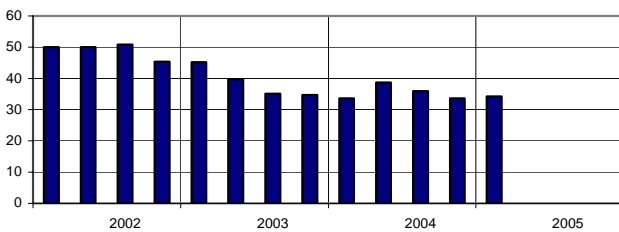


Structure en %

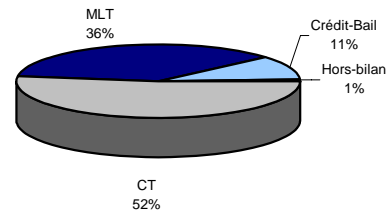


Services (hors immobilier)

en millions d'€

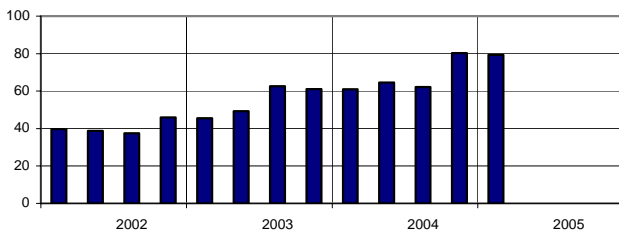


Structure en %

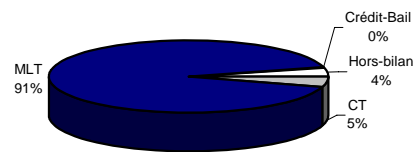


Santé, action sociale

en millions d'€

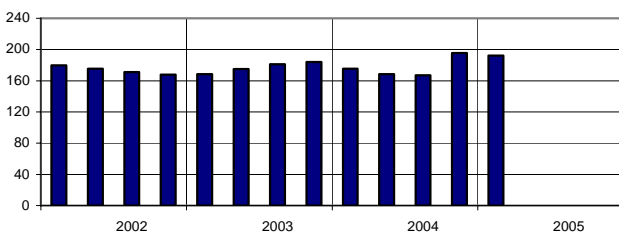


Structure en %

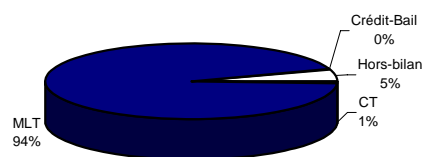


Administrations publiques

en millions d'€



Structure en %



Conjoncture financière et bancaire

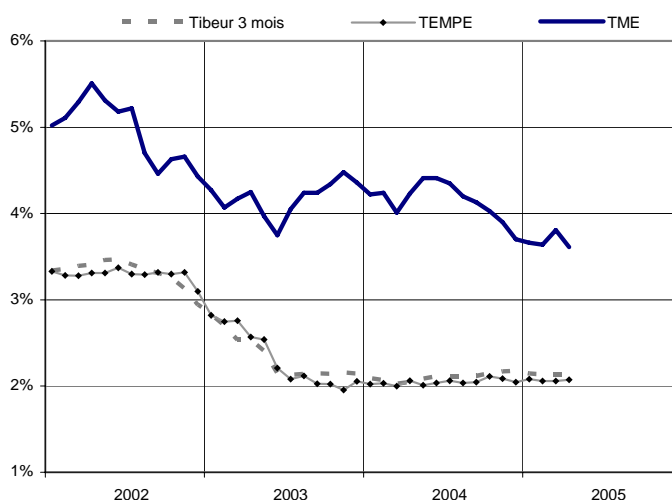
7. Rappel des taux

7.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (09/06/03)	2,00%
Taux de la facilité de dépôt (06/06/03)	1,00%
Taux de la facilité de prêt marginal (06/06/03)	3,00%

TAUX DE L'EPARGNE REGLEMENTEE (depuis le 1er août 04)		
Livret A et bleu	Codevi	LEP
2,25%	2,25%	3,25%
PEL*	CEL*	
2,50%	1,50%	
TAUX D'INTERET LEGAL		
ANNEE 2004 (JO du 15/02/04)		2,27%
ANNEE 2005 (JO du 17/02/05)		2,05%

7.2 Principaux taux de marché

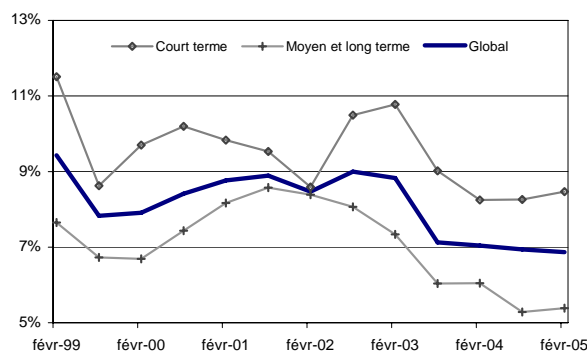


7.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

Taux moyens pondérés

en %	Août 2003	Fév. 2004	Août 2004	Fév. 2005	Variation en pts	
					6 mois	1 an
Crédit à CT	9,02%	8,25%	8,26%	8,47%	0,21	0,22
Escompte	7,83%	9,57%	7,13%	6,38%	-0,75	-3,19
Découvert	9,78%	8,26%	9,01%	9,14%	0,13	0,88
Autres crédits CT	8,57%	7,65%	6,93%	8,13%	1,2	0,48
Crédits à MT et LT	6,04%	6,05%	5,29%	5,39%	0,1	-0,66
ENSEMBLE	7,13%	7,04%	6,94%	6,87%	-0,07	-0,17

Source : IEDOM Guyane



7.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (ou TEG) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1er de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996. Calculés trimestriellement, les seuils de l'usure s'appliquent pour une durée de trois mois et sont publiés au journal officiel.

L'article 32 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégorie	Plafonds de l'usure applicables sur la période						
	1T2004	2T2004	3T2004	4T2004	1T2005	2T2005	
PARTICULIERS	<u>Prêts immobiliers</u>						
	- Prêts à taux fixe	6,77%	6,83%	6,67%	6,56%	6,63%	6,29%
	- Prêts à taux variable	6,11%	5,99%	5,88%	5,85%	5,84%	5,69%
	- Prêts relais	7,04%	7,07%	6,72%	6,68%	6,56%	6,20%
	<u>Autres prêts</u>						
	- Prêts ≤ 1524 € (*)	20,85%	20,96%	20,73%	20,13%	19,45%	19,60%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1524 € (*)	16,52%	16,57%	16,64%	16,21%	16,33%	16,53%	
- Prêts personnels et autres prêts > 1524 €	9,60%	9,68%	9,07%	9,12%	8,85%	8,87%	
ENTREPRISES	- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,33%	8,52%	8,40%	8,55%	8,47%	8,53%
	- Prêt d'une durée initiale sup. à 2 ans, à taux fixe	6,48%	6,57%	6,41%	6,47%	6,65%	6,43%
	- Prêts d'une durée initiale sup. à 2 ans, à taux variable	6,33%	6,35%	6,00%	6,08%	6,01%	5,79%
	- Découvert en compte (**)	10,85%	11,05%	10,73%	11,27%	11,71%	11,55%
	- Autres prêts d'une durée initiale inf. ou égale à 2 ans	8,67%	8,49%	7,73%	8,20%	7,88%	7,67%

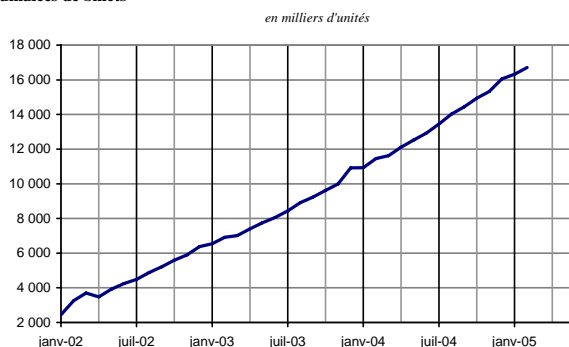
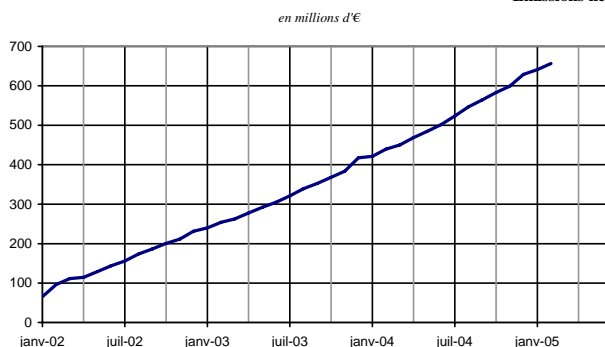
(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

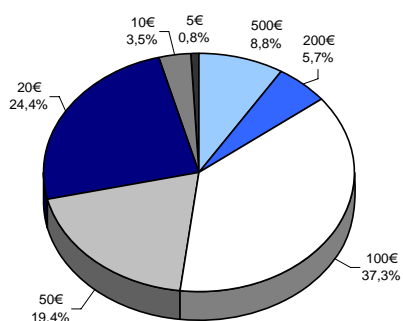
8. Monnaie fiduciaire

8.1 Emission mensuelle de billets euros

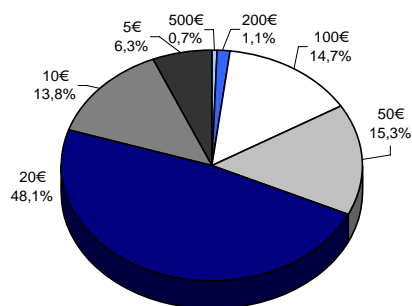
Emissions nettes cumulées de billets



Répartition en valeur

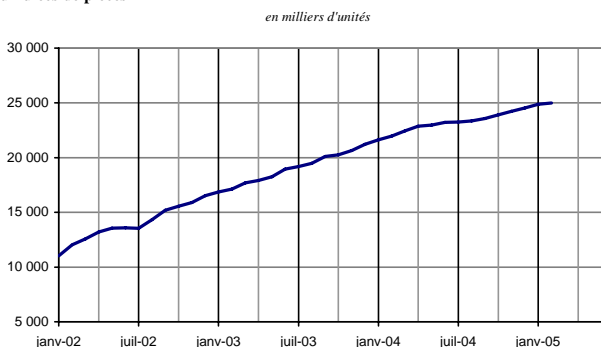
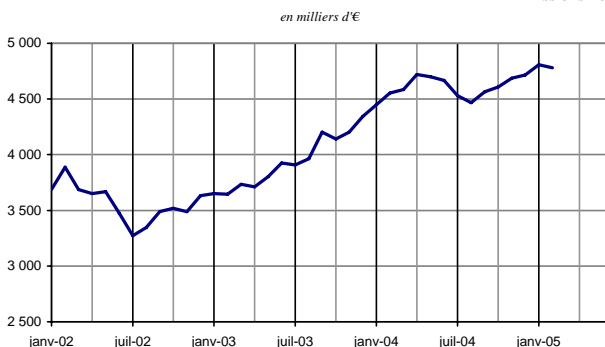


Répartition en volume

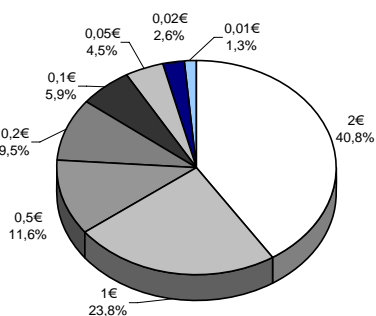


8.2 Emission mensuelle de pièces euros

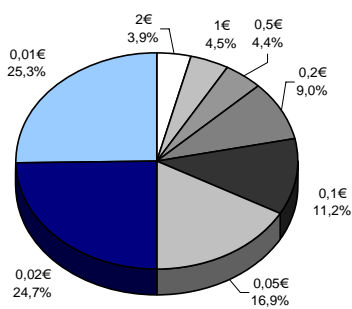
Emissions nettes cumulées de pièces



Répartition en valeur



Répartition en volume



Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

Sandra HO-CAN-SUNG

Stéphane MARTIN

Max REMBLIN

INSTITUT D'EMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
8, rue Christophe Colomb – B.P. 6016 – 97306 Cayenne Cedex

Téléphone : 0594.29.36.50 – télécopie : 0594.30.02.76

Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : A. VIENNEY

Responsable de la rédaction : M. REMBLIN

Editeur : IEDOM

Achevé d'imprimer le 6 juin 2005

Dépôt légal : 6 juin 2005- n° ISSN : 0296-3116